force de 60 chevaux, ainsi que les trois pyroscaphes en fer, l'un de 260 chevaux pour la côte du Caucase, et les deux autres de 180 chevaux, destinés aux communications entre Redout-Café et Galatz, tous commandés en Angleterre, reçoivent les noms suivans : le pyroscaphe remorqueur de 60 chevaux *Soulina* le pyroscaphe de la côte du Caucase de 260, *Elbrouz* et les deux pyroscaphes de l'administration civile de 180 chevaux, *Tcni-Café* et *Tamane.* »

— On nous écrit de Gallipoli, le 10 juin :

« Le vice-consul sarde en cette résidence, a reçu, du chargé d'affaires de Sardaigne à Constantinople, l'ordre d'arborer le pavillon sardo-italien et de reconnaître les Lombardo-Vénitiens comme sujets sardes. »

— Dans la journée de lundi dernier, deux incendies se déclarèrent à Constantinople, le premier à 4 heures de l'ap-ès-midi, dans le quartier de Koska; le second à Top-Capou, sur les onze heures du soir.

A la première nouvelle de l'incendie de Koska, LL. AA. Sartim pacha, grand-vézir; Halil pacha, président du conseil suprême de justice; Ahmed Fétchi pacha, grand-maître de l'artillerie; Méhémet-Ali pacha, ministre de la marine; LL. EExc. Riza pacha, ministre de la guerre; Méhémet pacha, ministre de la police; Darbher Réchid pacha, général en chef de la garde, et plus leurs hauts fonctionnaires se sont-ils eux-mêmes rendus sur les lieux, malgré les ténèbres accroissant encore le danger, et les côtés. Malgré cette bonne direction et le zèle des pompiers, une douzaine de maisons fut et la proie des flammes.

L'incendie de Top-Capou n'a dévoré que la maison où le feu s'était déclaré.

— Un nouveau costume pour les pompiers de Constantinople ayant été soumis au Sultan, S.M. l'a approuvé, et des ordres ont été donnés pour que le nombre nécessaire en fût confectionné sans délai. Nous en donnerons la description dans notre prochain numéro.

— Hier jeudi, plusieurs régiments se sont réunis sur la place où ils seraient rétablis et ont fait l'exercice à feu sous le commandement de S. Exc. Riza pacha, ministre de la guerre.

— Lundi dernier, à onze heures du matin, un grand tumulte a eu lieu dans l'église St-Antoine, à Pera. En voici la cause :

Un jeune homme, atteint du mal caduc, sentant venir une attaque de cette maladie, quitta la nef de l'église, où il était placé pour écouter le sermon qui était prêché dans ce moment. Il n'était pas tout à fait parvenu sur le seuil de l'église, lorsqu'on entendit trois grands cris qui retentirent fortement dans toute l'assistance et furent poussés par le jeune homme qui venait de tomber. Les personnes qui étaient dans la nef, ignorant la cause des cris, s'efrayèrent d'autant plus, que la nouvelle qu'on dirigeait une attaque contre l'église, se répandit partout elles. Tout le monde chercha aussitôt à s'enfuir en jetant des cris de frayeur. Au milieu de cette confusion, qui dura près d'un quart d'heure, on pensait de tout côté qu'il y avait plus d'une personne meurtrie, par suite de la pression et les chûtes qui durent nécessairement avoir lieu.

L'abondance des matières nous force de renvoyer au prochain numéro la plus grande partie des annonces qui devaient passer dans celui d'aujourd'hui.

AU RÉDACTEUR.

Dimas, 31 mai 1848.

Monsieur,

Une abomination, une infâmie, un massacre d'innocents chrétiens, impitoyablement égorgés par les Druses et les Mutualis réunis, vient d'avoir lieu dans la plaine d'El-Béqua ! Cent, deux-cents, trois-cents, je ne sais combien de personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards, tous pêle-mêle, ont été sacrifiés comme des brebis..... J'en ai frémi d'horreur lorsque j'en ai entendu faire le récit ! Déjà je me disais, en moi-même : Il est donc vrai que les chrétiens du Mont-Liban sont abandonnés, sans aucun appui, à la rage de leurs ennemis ! Cependant, malgré la confiance que je pouvais avoir dans la voix publique, j'ai voulu aller aux informations par moi-même, et voilà, Monsieur le Rédacteur, les renseignemens les plus exacts et les plus détaillés que j'aie pu obtenir, sur ce soit-disant, *massacre sublime !*

Le nommé Ben-Id-El-Kiamé, de la famille Ma'louf, qui est une des plus nombreuses et des plus répandues dans le Mont-Liban, se rendait, suivi d'un domestique, de Zahlé à Balbec, afin d'y vendre des marchandises qu'il avait avec lui. En passant près d'un village appelé Ain-Nôs, il fut arrêté par deux cavaliers, appartenant à l'Emir Salman-El-Harfouche, frère de l'Emir-Khandjar. Ces cavaliers, l'un Kassem-Bedra, et l'autre Yaghi, tout deux mutualis, étaient chargés par l'Emir de surveiller la grand'route afin d'empêcher la contrebande. Ils arrêtèrent donc Ben-Id et lui demandèrent le teskeré de la douane; mais comme celui-ci n'avait à leur donner que des raisons, bonnes ou mauvaises, ils s'emparèrent des marchandises qu'il avait avec lui, conformément aux ordres qu'ils avaient reçus de leur chef. Bientôt, furieux, ils jetèr l'alarme à Zahlé. Bientôt il revint, accompagné de plusieurs cavaliers de ses parents, à Nôs, où se trouvaient encore les deux mutualis, et parvint à reprendre son bien de force. Les mutualis, à leur tour, profondément offensés de cet acte de violence et plus du désir de se venger, se rendirent immédiatement à un village voisin, appelé Beit-Nayel, et en soulevèrent la population. Aussitôt, un essaim de cavaliers mutualis, accompagnés d'à deux premiers, s'abattirent sur Nôs ; mais Ben-Id était déjà chez lui. Par malheur, un de ses parents, avec plusieurs autres habitants de Zahlé, se trouvaient près de là. Les cavaliers armés fondirent alors sur eux, tuèrent le jeune de Ben-Id, d'un coup de fusil à bout portant, dont la balle lui traversa le corps de part en part, et blessèrent ses compagnons. Cette malheureuse nouvelle ne tarda pas à arriver à Zahlé ; la population de ce gros bourg se leva alors en masse pour aller se venger sur les Mutualis ; mais les hommes faits et les vieillards se hâtèrent de calmer l'exaspération et de faire rebrousser chemin aux plus fougueux, qui étaient déjà bien loin sur la route. Une députation composée de quatre des plus anciens du Bourg, se rendit auprès de l'Emir Haidar de Mont-Liban, pour lui exposer le fait. Je ne sais pas encore ce qu'a décidé l'Emir; je sais seulement qu'à peine cette fâcheuse nouvelle fut-elle arrivée à Damas, Kiamil pacha se hâta d'envoyer sur les lieux, un rand nombre de cavaliers *Bachi-Bazouks*, commandés par Hassen-agha-el-Yazedji, récemment nommé mutsellim d'El-Béqua.

Que le fait accompli soit un fait condamnable, j'en conviens, et les hautes religieuses, les ressentiments, les désirs de vengeance, qui existent et dans tous les pays en soit enfanté de semblables et de bien plus exécrables encore. Mais, ce que je ne puis souffrir, ce contre quoi je m'élève, c'est toujours, c'est le mensonge et l'exagération, deux défauts très communs dans ces pays-ci. Je ne m'étonne plus maintenant de voir quelques journaux de France et particulièrement le *Courrier de Marseille*, insérer dans leurs colonnes des faits relatifs au Mont-Liban aussi exagérés, et aussi dépourvus de fondement que ceux qu'on a la mauvaise habitude de leur faire publier de temps en temps.

Veuillez agréer, Monsieur le Rédacteur, l'assurance de ma considération très-distinguée.

T. G. T.

NOUVELLES D'EUROPE.

FRANCE.

Nous avons dit dans notre dernière feuille, que lors des interpellations relatives à la Pologne, qui eurent lieu dans la séance de l'Assemblée nationale de France du 23 mai, M. Lamartine prononça un discours dont l'effet fut des plus grands. Voici quelques fragmens de ce beau discours :

« . . . Quant à la Pologne, nous ne nous sommes pas dit simulé que c'était la principale des difficultés de la politique française ; nous ne l'avons pas abordée comme une chose facile, comme une chose dont on a tous les en un jour, ni même en une bataille, puisque nous y avons la subies ; nous l'avons abordée comme la plus grande difficulté de l'Europe, mais comme une difficulté telle qu'il faille la résoudre, et non pas comme une cause à ajourner, ou à abandonner, ou à abandonnée jamais.

« Le même langage a été tenu à la Prusse. Avant la révolution de février, nous avions déjà pris une pensée des engagemens qui a rapport, et du pour la reconstitution du grand-duché de Posen.

« Peu de jours après cette révolution, le roi de Prusse fidèle à son engagement, nous a proposé de nous envoyer qu'il tiendrait ses engagemens. Il faisait plus : déjà le grand-duché de Posen était libre, une Constitution libre était conférée à ce duché, et le roi de Prusse nous écrivait d'ouvrir une négociation avec le grand-duché qui devrait marcher pour reconstituer la Pologne.

« Plusieurs faits connus jusqu'à ce jour, et notamment un brevet d'une ancienne, et ce qui concerne la conduite du roi de Prusse et de son ministre, M. Bodelschwing, le grand-duc, et où il appelait les émigrés polonais qui étaient en France. Mais aussitôt après la révolution de cette province polonaise, la haine, la confusion, l'hostilité des familles, et de la jalousie de la ville, et de la province.

« Le roi de Prusse a envoyé une armée pour intervenir entre les Allemands et les Polonais, ce qui a causé des luttes, des massacres, qui ont armé de sang la liberté naissante de ce duché. Le roi de Prusse a déclaré à la France que son armée n'était intervenue que pour rétablir l'ordre, et qu'aussitôt qu'il le pourrait, il tiendrait rigoureusement ses promesses pour la reconstitution du duché de Posen.

« Une dépêche adressée par nous au chargé d'affaires de France auprès du gouvernement prussien sur cet objet ainsi que la réponse de M. le baron d'Arnim, ministre de Prusse, communiquée dans les jours mêmes. La Prusse a réclamé contre les cruautés exercées contre les Polonais du duché de Posen ; elle voulait rester dans une situation cordiale avec la Prusse ; la guerre éclatait entre la Russie et la Prusse au sujet de la Pologne ; la Prusse, en vertu de la première victoire, le gouvernement prussien n'a exercé aucun moyen de rigueur envers les Polonais, même au moment où les nationaux allemands, et enfin il a autorisé les prisonniers polonais à sortir de France en les aidant aux frais du gouvernement prussien. Vous voyez que rien n'a été négligé pour garantir les intérêts de la Pologne.

« En ce qui concerne la Pologne autrichienne, la Galicie, Cracovie, je l'ai dit, tout est couvert d'un nuage. L'état gouvernement des lieux, la difficulté des communications rendent les renseignements très incertains. Par le contre-coup de notre révolution de Février, et à la suite de la révolution de Vienne, la république de Cracovie s'était reconstituée, les comités des patriotes polonais s'étaient formés, des colonnes polonaises, prussiennes, portées de France au d'Allemagne, y étaient arrivées en nombre considérable, un conflit dont il est impossible de déterminer la cause véritable est venu remettre en question ce qui semblait accomplis ; et, ce qui est plus grave encore, le fait, le reprite, la vérité ne peut être encore connue.

« Mais les nouvelles d'hier sont venues ranimer nos espérances ; la Bohême, se séparant de l'Autriche, fait aussitôt un appel à la Pologne, et les nouvelles que, de ce côté aussi, la nationalité polonaise se reconstitue.

« Dans peu de mois peut-être la dissolution de l'empire autrichien, l'exemple de la Lombardie armée pour sa liberté, l'exemple de la Hongrie proclamant son indépendance, l'exemple de la Bohême se séparant aussi de l'empire et faisant appel aux nationalités opprimées ; tout vous annonce pour un avenir prochain une reconstitution de la Pologne, pour laquelle il ne faut peut-être qu'un peu de temps, un peu de prudence, un peu de fermeté de la part de la République française, et, du côté des puissances du Nord, un peu de ces grandes pensées que les gouvernemens ne comprennent pas, et que rien ne nous défend d'espérer aujourd'hui.

« Voilà, citoyens, pour la nationalité polonaise, les explications que j'avais à donner à l'Assemblée. On nous a adressé des reproches de ne pas nous occuper d'interrogations nombreuses qui sont ici, mais la France d'abord, et ensuite : Que voulez-vous que fît le gouvernement provisoire ?

« Fallait-il oublier toutes les relations de la France pour ne s'occuper de la plus sainte, mais la plus éloignée ? Fallait-il oublier la Belgique, que des liens de famille poussent détacher de nous ? Fallait-il oublier l'Espagne, que des alliances de famille pouvaient aussi obliger de nous ? Fallait-il oublier l'Italie et les 26 millions d'âmes qui se sont levés à notre voix et comptent sur nous ?

« Fallait-il oublier les frontières du Rhin, et la nécessité de nous couvrir contre les prévisions d'une coalition qui ne se forme pas encore, mais qui se forme à mesure que nos progrès et à la force de nos principes, mais enfin contre laquelle nous devons être préparés à tout événement ?

« Quoi ! fallait-il donc oublier tout cela ? Fallait-il oublier encore les difficultés intérieures de notre situation ? Fallait-il oublier ces millions d'ouvriers que la cessation du travail réduisait à la misère et à la faim, pour se pousser à la guerre, pour se faire monarchie de la République, et envoyer une armée sur les bords de la Vistule ?

« Une armée ! Vous en avez bien à votre aise ! Mais savez-vous de quelles forces nous pouvions disposer ? Demandez-le à nos collègues du gouvernement provisoire, et à tous ces braves généraux qui ont prêté un concours de jour et de nuit ; nous ne pouvions mettre en ligne que 138,000 hommes. Maintenant nous en avons 500,000, et dans peu de jours 800,000 actifs doivent arriver. Rendez-vous grâce au zèle, à l'activité de ces ministres qui remuèrent dans ces mains les forces de terre et de mer, et qui a mis la République en état de se faire respecter. (Bravos universels.)

« Si nous avions donné cette armée vers la Pologne, nous avions un moyen très-simple de nous rendre maîtres, le génie des conquêtes que la colonnie nous aurait prêté ; nous aurions rencontré en Allemagne 150,000 hommes, et plus loin 250,000 Russes ; c'est donc à une véritable boucherie que nous aurions conduit nos soldats français. Oh ! citoyens, n'y avait-il pas là une terrible responsabilité devant l'histoire, devant le monde, devant la patrie ? Pour nous, nous n'accepterons jamais une pareille responsabilité.

« Je n'ai presque plus rien à dire ; car, grâce à l'instinct politique qui est général en France, tous les orateurs qui se sont succédé à la tribune n'ont émis que des sentiments sublimes de gouvernement. Vous ne comprirs que la guerre, à travers l'Allemagne violer dans son sol et dans sa dignité, avec la certitude de rencontrer une armée de 500,000 hommes pour nous arrêter sur notre route, n'est pas un sentiment patriotique, mais un acte de démence ; et la dernière chimérique de France se serait élevé un cri de réprobation contre un gouvernement assez folle pour se laisser égarer ainsi par les entraînemens de la popularité.

« La politique de la France républicaine doit relever la Pologne, non pas par une intervention insensée pour la faire égorger à peine relevée, mais par le concours des grandes puissances amenées à comprendre avec nous que c'est un devoir de réparer enfin le plus grande injustice qui ait semblé l'histoire. »

Des interpellations ont eu lieu, dans la séance de l'Assemblée nationale de France du 31 mai, sur les derniers évènemens de Naples. Mais l'Assemblée y a promptement mis fin par l'ordre du jour, après avoir entendu un discours de M. Xavier Durrieu et la réponse du ministre des affaires étrangères, M. Bastide. Ces évènemens, en effet, sont encore mal connus.

A propos de ces interpellations un journal français s'exprime ainsi :

« Quant aux conséquences de la victoire, s'il est vrai qu'il y ait eu incendie et pillage et que le gouvernement napolitain ait favorisé ou souffert ces lâches et coupables vengeances, on ne saurait trop le lui reprocher. Mais ce ne serait pas un cas d'intervention pour la France. Nous ne souffririons pas que des étrangers se mêlassent de nos affaires intérieures : nous voulons avec raison vider nos querelles tout seuls. Le droit que nous n'accordations pas à l'Angleterre ou à l'Allemagne sur nous, nous ne l'avons pas sur Naples. C'est, au surplus, ce que M. Bastide a fort nettement reconnu dans sa réponse aux interpellations de M. Xavier Durrieu. Nous avons encore entendu avec plaisir le ministre déclarer qu'aucun Français n'avait pris sur les barricades napolitaines. Quant aux dommages que nos compatriotes ont pu souffrir dans leurs intérêts matériels, une réparation a été exigée en leur faveur par l'amiral Baudin. Cette réparation a été accordée. Notre dignité et nos droits sont à couvert. Cette discussion n'a donc pas eu de suite. »

Dans la séance de l'Assemblée nationale du 29 mai, M. Jules Bastide, ministre des affaires étrangères, a annoncé que l'Espagne et la Belgique avaient reconnu la République Française.

Dans la séance du 26 mai, l'Assemblée nationale de France a adopté, à la majorité de 632 voix contre 63, le décret de bannissement relatif à Louis-Philippe et à sa famille.

ANGLETERRE.

Nous avons annoncé, dans notre dernier numéro, que M. Bulwer, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, avait reçu du ministère espagnol l'ordre de quitter l'Espagne dans les 48 heures. M. Bulwer est arrivé à Londres le 25 mai.

La discussion qui devait s'engager dans le Parlement anglais sur le retour forcé de M. Bulwer de Madrid, a été ajournée. Il paraît que M. Bulwer a désiré que de nouvelles communications fussent ajoutées à celles que lord Palmerston se proposait de faire. Lord Palmerston a déclaré, du reste, qu'il ne croyait pas que la discussion sur ce sujet présentât des inconvénients.

En attendant, la presse anglaise est à peu près unanime à censurer sévèrement la conduite de lord Palmerston bien plus encore que celle de M. Bulwer.

Le *Journal des Débats* publie sur ce sujet les lignes qui suivent :

« Les journaux anglais publient une partie des dépêches relatives au départ de M. Bulwer de Madrid. La plus importante est celle adressée par le ministre anglais à lord Palmerston, et dans laquelle il explique et cherche à justifier sa conduite.

« M. Bulwer nous paraît, en effet, avoir justifié sa conduite devant son gouvernement, mais il reste à son gouvernement lui-même à justifier la sienne. Le ministre à Madrid n'a fait évidemment que suivre les instructions de son chef, et c'est celui-là seul qui doit être responsable. Des explications sévères nous avaient dernièrement dans lord Palmerston dans le Parlement anglais.

« Peut-être est-il été à désirer, d'un autre côté, que le gouvernement espagnol donnât au brusque congé signifié à M. Bulwer un autre motif que celui qu'il indique. Si le ministère d'une nation étrangère n'était plus en sûreté à Madrid, c'était un gouvernement à savoir le protéger contre des attaques qui auraient violé le droit des gens. »

La chambre des lords, dans sa séance du 25 mai, a repoussé le bill d'émancipation des israélites, adopté par la chambre des communes. La chambre des lords, dit le *Morning-Advertiser*, s'est mise ainsi en opposition avec l'opinion publique, sur une question qui intéresse vivement le pays. Par cette décision de la chambre des lords, le baron de Rothschild se trouve exclu de la chambre des communes.

ITALIE.

Il nous est arrivé des nouvelles d'Italie par voie de mer et de terre. Les premières annoncent la prise de Peschiera et la déroute du corps d'armée commandé par le maréchal Radetzky ; les secondes disent tout le contraire ; ce sont les troupes combinées de l'Italie qui auraient été complétement battues. Afin qu'on n'accuse pas notre impartialité, nous donnons toutes les nouvelles qui nous sont venues par ces deux voies. Nos lecteurs, ayant les pièces sous les yeux, verront s'ils peuvent reconnaître de quel côté se trouve la *vraie* vérité.

BATAILLE DE GOITO.— PRISE DE PESCHIERA.

On lit dans un deuxième supplément au N° 226 du *Corriere Mercantile* de Gênes :

« Gênes, 1er juin 1848.

« S. Exc. le gouverneur s'empresse avec joie de communiquer au peuple bien aimé de Gênes les importantes nouvelles qu'il a reçues par une estafette extraordinaire :

« Goito, 30 mai, heures 7 1/2 p. m.

« Trente mille autrichiens attaquèrent nos positions de Goito ; quinze mille des nôtres les défendirent dans une bataille rangée et battirent complétement l'ennemi. Le général Bava, qui commandait les nôtres, fit preuve de la plus brillante valeur.

« Le roi eut une contusion à un œil, et le duc de Savoie fut légèrement blessé à une cuisse ; ils se tinrent néanmoins constamment à cheval.

« Deux régiments de cavalerie poursuivirent l'ennemi. En ce moment, arrive la nouvelle de la prise de Peschiera.

« Le chargé d'affaires près le gouvernement provisoire de Milan,

GAETANO PARETO.

L'*Alba de Florence* publie la correspondance suivante de Valleggio, sous la date du 30 mai :

« S. M. le roi Charles Albert avait fait marcher ses troupes vers le Goito, se doutant d'une attaque ; il s'était lui-même porté sur ce point, mais vers le tard, l'ennemi ne se faisant pas voir, il prenait la direction de Volta, lorsqu'il entendit le bruit du canon. Alors, le roi tourna bride, et en peu d'instans, il se trouva à Goito où les ennemis commencèrent à nous attaquer. Il paraît que ces derniers avaient réuni toutes leurs forces ; ils avaient environ 30,000 hommes et 100 canons, tandis que nous ne disposions que de 18,000 hommes et de 46 pièces d'artillerie. Le feu commença à 3 heures et demie de l'après midi. On ne saurait dire avec quelle vivacité et quel acharnement on combattit.

« D'abord les nôtres firent un mouvement en avant qui fut repoussé par une force infiniment supérieure ; mais animés bientôt par le roi, ils reprirent l'offensive et à 7 heures, notre victoire était complète. Nos pertes sont quelque peu graves, beaucoup plus graves sont celles de l'ennemi qui s'est réfugié en déroute dans Mantoue, pourvu qu'il ne nous ait pas massacrés.

« Le duc de Savoie a été légèrement blessé à une cuisse. Le roi s'est toujours trouvé au plus fort de la mêlée, et un boulet tombé devant son cheval a couvert S. M. de boue. Son intrépidité a été admirable.

« Au moment où la victoire était décidée en notre faveur, un courrier est arrivé de Peschiera, il portait la nouvelle de la reddition de Peschiera. Alors, l'enthousiasme de l'armée fut au comble. Les cris de : *Vive le Roi ! Vive l'Italie !* retentirent de partout. Le roi, après avoir parcouru le champ de bataille et consolé les blessés, est retourné à Valleggio. »

Notre correspondance particulière de Vienne, du 6, nous annonce que Radetzki avait remporté deux victoires signalées sur l'armée italienne, et que, dans la matinée du 30 mai, il se dirigeait du côté de Goito, pour y surprendre et attaquer les troupes commandées par le roi Charles-Albert en personne. Dans un de ses rapports, le maréchal Radetzki s'exprime ainsi :

« Je fis faire une sortie de Mantoue pour occuper l'ennemi, j'entourai ses tranchées sans qu'il s'en aperçût, je passai le Mincio, j'attaquai l'ennemi sur son flanc et ses derrières, et dans l'espace de trois heures, je pris les lignes de Cortatone ; 2,000 hommes, un bataillon entier de Napolitains, cinq canons, etc., tombèrent en mon pouvoir. J'essuyai une perte de 200 à 300 hommes. »

La seconde victoire du maréchal Radetzki était remportée sur les troupes piémontaises, et le succès avait été dû, en très grande partie, à l'habileté et à la valeur du général d'Aspre.

Tous les journaux de Vienne se taisent sur la bataille de Goïto et la reddition de Peschiera.

Au moment où notre correspondant nous transmettait les nouvelles qui précèdent, une nombreuse députation de Gratz arrivait à Vienne, et apportait l'assentiment de la Styrie aux évènemens du 15 mai.

La *Gazette de Vienne* du 6 juin contient le rapport officiel du Maréchal Radetzki, daté du quartier-général de Mantoue du 30 mai ; le voici :

« Dans mon rapport du 26 de ce mois, j'ai eu l'honneur de porter à la connaissance du ministère de la guerre que j'étais décidé à commencer mes operations le 27 ou le 28.

« Conformément à cette résolution, j'ai ouvert mes operations le 27 au soir par une marche bien que hasardée, mais heureusement exécutée tout près des flancs de l'ennemi. Dans la nuit du 22 et pendant toute la journée du 22, j'ai marché sur Mantoue avec ma brave armée, partagée en 3 colonnes. Le soir du 28, elle est arrivée dans cette place, quoique très fatiguée par la marche forcée, mais néanmoins toute en ordre et pleine d'envie de de battre.

« Pour tromper l'ennemi et pour cacher la marche de mon armée sur Mantoue, je fis en même temps, le 28 au soir et le 29 au matin, exécuter une attaque feinte sur le flanc gauche de l'ennemi à Pastrengo, par une brigade de la division Lubnowsky sous le commandement du colonel baron Jobel, dans la partie supérieure de la vallée de l'Adige.

« Par ces manœuvres, j'ai réussi à jeter bien vite mes ordres de bataille devant l'ennemi. Hier, le 29, je passai le Mincio abrité par les canons de la forteresse de Mantoue, qui couvrait mes derrières. Je tournai donc et mis hors d'état de nous nuire tous les grands retranchemens que l'ennemi avait fait élever depuis 6 semaines sur les deux rives du Mincio, depuis le lac de Garde jusqu'à Mantoue.

« Mais pour être entièrement sur les flancs de de l'ennemi, et pour pouvoir déboucher avec mon armée dans la plaine, il me fallut aller attaquer et prendre la position fortifiée devant Mantoue et Peschiera.

« L'armée glorieusement rempli cette tâche difficile, la veille de la fête de notre Empereur. Après trois heures d'un combat acharné, les lignes de Cortatone étaient prises ; environ 2000 hommes, 2 pièces, 1 colonel et 66 officiers, et tout un bataillon de Napolitains furent faits prisonniers ; 5 canons, 4 caissons à poudre et un drap-au furent pris.

« Cela, ainsi que la possibilité de pouvoir exécuter avec plus de liberté sur les flancs et les derrières de l'ennemi, ont été le fruit de cette journée.

« La perte de nos soldats est moins considérable que celle des officiers qui, partout en vrai tables héros, furent vus à la tête des troupes. En tout, nous avons perdu 200 à 300 hommes, parmi lesquels environ 40 officiers. Aujourd'hui, le 30, je remonte le long du Mincio vers Goito et Cerescara avec le reste de mon armée, et je fais suivre le corps de réserve, entre et derrière les deux autres corps, pour le diriger moi-même. »

L'édition du soir du même numéro de la Gazette contient les nouvelles suivantes, extraites d'une lettre privée :

« Les nouvelles que je vous ai communiquées avant-hier sur les différentes opérations du maréchal Radetzky viennent d'être confirmées par les rapports datés du quartier-général de Mantoue du 1er de ce mois et qui sont arrivés aujourd'hui. Charles-Albert avait été si complétement trompé sur ces mouvemens, qu'il n'apprit la marche du maréchal sur Mantoue que le 29. On dit à Mantoue que Charles-Albert, informé sur les lieux et à 3 heures, se retire dans ce moment vers Brescia, en prenant la route de Desenzano et de Lonato. Mais on lui dispute chaque pied de terrain ; son matériel de guerre, entasse derrière les retranchemens, est exposé au plus grand danger. Il a dû quitter Peschiera le 1 à 4 du matin. J'avait-garde du maréchal s'est avancée sur la route au delà de Goito, et comme le maréchal dispose encore de 18,000 hommes qui, depuis le commencement de l'opération, n'ont pas encore vu le feu, on peut s'attendre avant peu à des nouvelles encore plus décisives. Tous les villages jusqu'à Mantoue se sont rendus. Les rares italiens arborèrent le drapeau Impérial dès que les troupes s'approchaient. On écrit de Congiano du 3 juin, que le baron Welden se trouvait encore devant Trevise, et que rien de décisif ne s'y est passé, pas plus qu'à Palmanova. »

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en publiant les détails suivants sur la place de Peschiera.

PESCHIERA.

Peschiera, à 24 kilomètres de Vérone, 24 de Mantoue et 18 du Pô, est une petite ville de 2,500 âmes, assise sur les deux rives du Mincio, au point même où cette rivière sort du lac de Garda.

C'est une bonne position militaire ; car, sans parler de la route de Vérone qu'elle intercepte, elle peut, en maîtrisant le lac, faciliter le mouvement d'une armée qui, de Brescia, chercherait à gagner le Tyrol en tournant Vérone ; elle est un point d'appui pour la possession des réseaux des collines qui l'entourent ; enfin, par ses eaux, elle a une action sur Mantoue.

Au sud de Peschiera s'étend un vaste plat de collines qui affectent une disposition en bandes concentriques au lac, et qui forment dans la plaine du Pô une saillie considérable. Ce terrain a une grande importance militaire. Aussi sert-il de champ de bataille chaque fois que la guerre éclate dans la vallée du Pô. Exemples : Castiglione, Lonato, etc. Au centre de cet amphithéâtre demi-circulaire de hauteurs qui commandent la plaine, une place forte a naturellement une propriété stratégique toute particulière.

Enfin, en retenant les eaux du lac, Peschiera peut, ou faire baisser l'inondation que le Mincio forme autour de Mantoue, ou envoyer des chasses contre cette ville. Toutefois, comme il ne faut pas moins de quatre jours pour élever un barrage sur les eaux du lac, ces sortes de chiennes ont ici peu d'importance.

L'enceinte de Peschiera est l'ouvrage du célèbre ingénieur San Micheli, l'inventeur du système bastionné. Elle figure un pentagone irrégulier. Ses escarpes sont en bonne maçonnerie, et ont, sur quelques points, jusqu'à 13 mètres de hauteur. Les bastions sont petits, encombrés de traverses. La demi-lune qui couvre la porte de Brescia atteint bien son but ; celle de la porte de Vérone ne couvre rien.

A l'est et au sud-ouest de Peschiera s'élèvent deux éminences d'une vingtaine de mètres de relief au-dessus du corps de place. L'une, celle de l'est, est à 550 mètres, l'autre à 200 mètres du saillant des bastions. On s'occupe par deux groupes d'ouvrages avancés très hauteurs qui voyaient jusqu'au pied le mur d'enceinte.

Les ouvrages de Mandella, à l'est, consistent en deux lunettes détachées avec un réduit casematé dans l'intervalle. La lunette de gauche, la plus rapprochée du lac, a une escarpe de 6 mètres de hauteur. La lunette de droite est à terre coulante, mais possède intérieurement de deux blockhaus formant réduit. Un ouvrage de campagne d'un très mince profil relie derrière lunette au Mincio.

Les ouvrages de Salvi consistent en deux lunettes détachées aussi, mais toutes deux revêtues. Celle de droite a une contrescarpe ; celle de gauche n'en a pas, et son escarpe est organisée à la Carnot. Les communications de ces deux forts avec la place ne sont pas assurées. Le terrain se prête à la guerre de mines.

L'enceinte de collines qui enveloppe Peschiera,